



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.472/2
du 14 novembre 2018

advies 64.472/2
van 14 november 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les modèles d'extraits et des
copies d'actes de l'état civil'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
modellen van uittreksels en
afschriften van akten van de
burgerlijke stand'

Le 18 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modèles d'extraits et des copies d'actes de l'état civil'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 14 novembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 novembre 2018.

*

Op 18 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de modellen van uittreksels en afschriften van akten van de burgerlijke stand'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 14 november 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 november 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 2

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire « établis à partir du 1^{er} janvier 2019 ».

Article 3

L'article 3, alinéa 1^{er}, ne fait que reprendre le contenu du futur article 30, § 1^{er}, du Code civil ¹.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

Une autre formule consiste à compléter le rappel de la norme supérieure par la mention « Conformément à l'article ... ».

L'article 3, alinéa 1^{er}, sera revu.

Article 4

L'article 4, 1^o – à l'exception de la mention de la « nature de la décision » – et 3^o à 5^o, du projet se borne à reproduire en substance le contenu du futur article 41, § 1^{er}, 5^o, a), c), d) et e), du Code civil.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

¹ Le titre II du Code civil a été revu en profondeur par la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges'.

Une autre formule consiste à compléter le rappel de la norme supérieure par la mention « Conformément à l'article ... ».

Par conséquent, l'article 4 sera revu.

Article 5

1. À l'article 5, alinéa 2, 1°, la section de législation s'interroge sur la pertinence de la mention relative à la date d'« inscription », dont l'annexe 4 ne fait pas état.

Si la référence à cette « inscription » se justifie, l'annexe 4, qui ne se réfère qu'à la notion d'enregistrement dans la BAEC, sera complétée en conséquence.

2. Ainsi que le délégué du Ministre l'a admis, l'intention de l'auteur du projet est correctement traduite, à l'alinéa 2, 8°, par la version néerlandaise lorsqu'elle se réfère à la seule annexe 4.

Cependant, l'article 5 tend précisément à définir les données qui doivent être énoncées dans l'historique d'un acte et donc par l'annexe 4. Une référence à l'annexe 4 est donc dépourvue d'utilité. Il semble par contre que les termes « visées dans les modèles en annexes » tendent à préciser les données spécifiques qui doivent être mentionnées. Si tel est bien le cas, l'intention de l'auteur du projet paraît alors consister à se référer aux annexes 1 et 2 du projet.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

Annexe 1

En ce qui concerne *le modèle d'extrait de l'acte de divorce*, la section de législation s'est interrogée sur la raison d'être des mentions suivantes :

« DIVORCE

Numéro de l'acte de divorce

Autorité :

Lieu :

Date de la décision :

Date de force de la chose jugée : ».

Ces données touchent à la base sur laquelle l'acte est établi et relèvent de l'annexe 3 du projet, qui concerne les copies d'actes de l'état civil.

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« De *akten* van de burgerlijke stand vermelden steeds de 'basis opmaak akte', zie art. 41, § 1, 5° BW.

Enkel *afschriften* vermelden inderdaad volgens het KB de 'basis opmaak akte', uittreksels niet.

De Koning bepaalt de modellen van uittreksels. Gezien de informatie over de akte/beslissing tot echtscheiding in de akte zelf opgenomen staat onder de 'basis opmaak akte' en het weinig nut heeft om een uittreksel van een akte van echtscheiding af te leveren zonder de informatie over de echtscheiding, beslist de Koning om deze gegevens ook in het uittreksel toe te voegen. In het afschrift staa[t] deze informatie automatisch omdat dit steeds de basis opmaak akte vermeldt ».

Ce raisonnement ne peut cependant pas être suivi.

En effet, le futur article 28, § 2, du Code civil prévoit ce qui suit :

« Un extrait mentionne les données actuelles de l'acte sans l'historique de l'acte de l'état de la personne que l'acte concerne.

Une copie mentionne les données originales de l'acte et l'historique de l'état de la personne que l'acte concerne.

Les copies mentionnent, le cas échéant, la base sur laquelle l'acte est établi, conformément à l'article 41, § 1^{er}, 5°, a) et c) [du Code civil] ».

L'habilitation conférée au Roi par le futur article 29, § 4, du Code civil ne peut se comprendre que dans les limites fixées par les autres dispositions du Code civil, en ce compris l'article 28, § 2, précité.

Cette disposition définit les notions d'« extrait » et de « copie » par référence au contenu de ces documents. Dès lors qu'il est expressément prévu que les copies mentionnent, le cas échéant, la base sur laquelle l'acte est établi et que rien de tel n'est prévu pour les extraits, il faut en déduire que le législateur n'a pas souhaité qu'une telle mention soit reprise au sein des extraits.

Par conséquent, le dispositif sera revu en conséquence.

Annexe 2

En ce qui concerne le *modèle de copie conforme de l'acte de divorce*, la section de législation relève que, conformément au futur article 64 du Code civil,

« [l]'acte de divorce mentionne :

1° le numéro d'acte de l'acte de mariage ;

2° le nom et les prénoms des personnes divorcées ».

Conformément à cette disposition, il n'y a donc pas lieu de reprendre la date et le lieu de naissance de chacun des époux, pas plus que l'autorité, le lieu et la date d'établissement de l'acte de mariage.

Le modèle de copie conforme sera revu en conséquence.

Annexe 3

Conformément au futur article 41, § 1^{er}, 5°, e), du Code civil, lorsque l'acte de l'état civil se base sur une décision judiciaire ou administrative étrangère, l'acte mentionne également la date à laquelle la décision étrangère produit ses effets.

Rien ne paraît justifier qu'une telle mention ne figure pas également dans les données relatives à la base sur laquelle repose l'acte, fixées par l'annexe 3 du projet.

Annexe 4

1. Conformément à l'article 5, alinéa 2, 4°, du projet, lorsque la modification concerne un acte, l'historique doit mentionner non seulement l'autorité qui a établi l'acte et la date de celui-ci, mais également le lieu d'établissement de cet acte.

L'annexe 4 sera, dès lors, complétée en conséquence.

2. Conformément à l'article 5, alinéa 2, 7°, du projet, lorsque la modification trouve son origine dans une décision administrative ou judiciaire étrangère, l'annexe 4 doit également reprendre la date à laquelle la décision sort ses effets.

L'annexe 4 sera complétée en conséquence.

3. Le futur article 33, § 1^{er}, du nouveau Code civil prévoit que

« [l']officier de l'état civil compétent qui constate une erreur matérielle dans un acte de l'état civil, sur la base d'un acte authentique ou d'une attestation officielle, rectifie cet acte de l'état civil.

[...] ».

Par conséquent, de l'accord du délégué du Ministre, il convient de compléter la liste des « bases de la modification » prévue à l'annexe 4 par une nouvelle option, à savoir « rectification par l'Officier de l'état civil ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

In het eerste lid schrijve men “vanaf 1 januari 2019 opgemaakte”.

Artikel 3

In artikel 3, eerste lid, wordt de inhoud van het toekomstige artikel 30, § 1, van het Burgerlijk Wetboek gewoon geparafraseerd.¹

Bepalingen die alleen een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en daardoor verkeerdelijk de indruk gewekt wordt dat de overgenomen regels gewijzigd kunnen worden door de overheid die de regels overneemt.

Een andere werkwijze bestaat erin die hogere rechtsnorm in herinnering te brengen in een zin die begint met “Overeenkomstig artikel ...”.

Artikel 3, eerste lid, moet herzien worden.

Artikel 4

Artikel 4, 1° – uitgezonderd de vermelding van de “aard van de beslissing” – en 3° tot 5°, van het ontwerp geeft in wezen slechts de inhoud weer van het toekomstige artikel 41, § 1, 5°, a), c), d) en e), van het Burgerlijk Wetboek.

¹ Titel II van het Burgerlijk Wetboek is grondig herzien bij de wet van 18 juni 2018 ‘houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing’.

Bepalingen die alleen een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en daardoor verkeerdelijk de indruk gewekt wordt dat de overgenomen regels gewijzigd kunnen worden door de overheid die de regels overneemt.

Een andere werkwijze bestaat erin die hogere rechtsnorm in herinnering te brengen in een zin die begint met “Overeenkomstig artikel ...”.

Artikel 4 moet bijgevolg herzien worden.

Artikel 5

1. De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het wel zin heeft in artikel 5, tweede lid, 1°, melding te maken van de datum van “inschrijving”. In bijlage 4 wordt die niet vermeld.

Als er een gegronde reden is om naar die “inschrijving” te verwijzen, moet bijlage 4, waarin enkel het begrip “registratie DABS” wordt vermeld, dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat de bedoeling van de steller van het ontwerp correct weergegeven wordt in het tweede lid, 8°, van de Nederlandse tekst waarin alleen naar bijlage 4 verwezen wordt.

Artikel 5 strekt er evenwel net toe te bepalen welke gegevens in de historiek van een akte en dus in bijlage 4 vermeld moeten worden. Een verwijzing naar bijlage 4 heeft dan ook geen nut. Het lijkt er daarentegen op dat de woorden “zoals bepaald in de modellen in bijlage” ertoe strekken te preciseren welke specifieke gegevens vermeld moeten worden. Als dat het geval is, lijkt het de bedoeling van de steller van het ontwerp te zijn naar de bijlagen 1 en 2 bij het ontwerp te verwijzen.

Het dispositief moet in het licht van die opmerking herzien worden.

Bijlage 1

Wat *het model van uittreksel uit de akte van echtscheiding* betreft, heeft de afdeling Wetgeving zich afgevraagd waarom de volgende gegevens vermeld worden:

“ECHTSCHIEDING

Aktenummer akte van echtscheiding

Autoriteit:

Plaats:

Datum beslissing:

Datum kracht van gewijsde:”.

Die gegevens betreffen de basis voor de opmaak van de akte en vallen onder bijlage 3 bij het ontwerp, die betrekking heeft op de afschriften van akten van de burgerlijke stand.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De *akten* van de burgerlijke stand vermelden steeds de ‘basis opmaak akte’, zie art. 41, § 1, 5° BW.

Enkel *afschriften* vermelden inderdaad volgens het KB de ‘basis opmaak akte’, uittreksels niet.

De Koning bepaalt de modellen van uittreksels. Gezien de informatie over de akte/beslissing tot echtscheiding in de akte zelf opgenomen staat onder de ‘basis opmaak akte’ en het weinig nut heeft om een uittreksel van een akte van echtscheiding af te leveren zonder de informatie over de echtscheiding, beslist de Koning om deze gegevens ook in het uittreksel toe te voegen. In het afschrift staa[t] deze informatie automatisch omdat dit steeds de basis opmaak akte vermeldt.”

Die redenering kan evenwel niet gevolgd worden.

Het toekomstige artikel 28, § 2, van het Burgerlijk Wetboek is immers als volgt gesteld:

“Een uittreksel vermeldt de actuele gegevens van de akte, zonder de historiek van de staat van de persoon op wie de akte betrekking heeft.

Een afschrift vermeldt de oorspronkelijke gegevens van de akte en de historiek van de staat van de persoon op wie de akte betrekking heeft.

Afschriften vermelden, in voorkomend geval, de basis voor de opmaak van de akte zoals bepaald in artikel 41, § 1, 5°, a) en c) [van het Burgerlijk Wetboek].”

De machtiging die bij het toekomstige artikel 29, § 4, van het Burgerlijk Wetboek aan de Koning verleend wordt, kan alleen begrepen worden binnen de grenzen vastgesteld in de andere bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, waaronder het voornoemde artikel 28, § 2.

In die bepaling worden de begrippen “uittreksel” en “afschrift” gedefinieerd met verwijzing naar de inhoud van die documenten. Aangezien uitdrukkelijk bepaald wordt dat de afschriften in voorkomend geval de basis voor de opmaak van de akte vermelden en niets in die zin bepaald wordt met betrekking tot de uittreksels, dient daaruit afgeleid te worden dat de wetgever een dergelijke vermelding niet heeft willen opnemen in de uittreksels.

Het dispositief moet bijgevolg dienovereenkomstig herzien worden.

Bijlage 2

Wat het *model van afschrift van de akte van echtscheiding* betreft, wijst de afdeling Wetgeving erop dat het toekomstige artikel 64 van het Burgerlijk Wetboek als volgt gesteld is:

“De akte van echtscheiding vermeldt:

1° het aktenummer van de huwelijksakte;

2° de naam en de voornamen van de personen die uit de echt gescheiden zijn.”

Overeenkomstig die bepaling is er dan ook geen reden om melding te maken van de geboortedatum en -plaats van elk van de echtgenoten, net zomin als van de autoriteit die de akte heeft opgemaakt of van de plaats en de datum van de opmaak van de huwelijksakte.

Het model van afschrift moet dienovereenkomstig herzien worden.

Bijlage 3

Wanneer de akte van de burgerlijke stand op een buitenlandse rechterlijke of administratieve beslissing steunt, wordt, overeenkomstig het toekomstige artikel 41, § 1, 5°, e), van het Burgerlijk Wetboek, in de akte eveneens melding gemaakt van de datum waarop de buitenlandse beslissing uitwerking heeft.

Niets lijkt te rechtvaardigen dat een dergelijke vermelding niet ook terug te vinden is in de gegevens betreffende de basis waarop de akte steunt, die in bijlage 3 bij het ontwerp vastgesteld worden.

Bijlage 4

1. Wanneer de wijziging een akte betreft, moet, overeenkomstig artikel 5, tweede lid, 4°, van het ontwerp, in de historiek niet alleen melding gemaakt worden van de autoriteit die de akte heeft opgemaakt en van de datum waarop die akte is opgemaakt, maar ook van de plaats waar die akte is opgemaakt.

Bijlage 4 moet bijgevolg dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. Wanneer de wijziging voortvloeit uit een buitenlandse administratieve of rechterlijke beslissing moet, overeenkomstig artikel 5, tweede lid, 7°, van het ontwerp, in bijlage 4 eveneens melding gemaakt worden van de datum waarop de beslissing uitwerking heeft.

Bijlage 4 moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

3. Het toekomstige artikel 33, § 1, van het nieuw Burgerlijk Wetboek is als volgt gesteld:

“De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand die een materiële vergissing vaststelt op een akte van de burgerlijke stand, op basis van een authentieke akte of officieel attest, verbetert deze akte van de burgerlijke stand.

(...)”

Bijgevolg moet de lijst “basis wijziging” waarin bijlage 4 voorziet aangevuld worden met een nieuwe keuzemogelijkheid, namelijk “verbetering door de ambtenaar van de burgerlijke stand”. De gemachtigde van de minster is het daarmee eens.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT